

CHARTRE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL



PROTECTION CIVILE
AIDER · SECOURIR · FORMER

1. Préambule

La présente charte s'applique à toutes les données à caractère personnel (DCP) traitées par les entités de la Fédération Nationale de Protection Civile (FNPC) agissant en qualité de responsable de traitement. Elle explique de quelle manière nous utilisons ces données, avec qui nous sommes susceptibles de les partager et quelles mesures nous prenons pour nous assurer de leur confidentialité et de leur sécurité.

Cette charte s'applique sans limitation de durée.

Elle couvre tous les traitements de données personnelles **informatisés ou non** dont le responsable est la Fédération Nationale de Protection Civile (dont Associations Départementales de Protection Civile, Associations de Protection Civile et Groupements Locaux Associés).

Lorsque nous utilisons les termes « vous » ou « votre/vos », cela signifie vous ou toute personne autorisée par vous.

De même, lorsque nous utilisons les termes « FNPC », « nous » ou « notre/nos », cela inclut toutes les entités Protection Civile de France.

2. Quelles données collectons-nous ?

Les données que nous collectons ou détenons à votre égard peuvent provenir de différentes sources. Certaines ont été collectées directement auprès de vous, d'autres peuvent avoir été collectées dans le respect de la réglementation applicable.

Nous pouvons également collecter des informations vous concernant lorsque vous échangez avec nous, par exemple lorsque vous visitez nos sites Internet ou que vous utilisez les applications que nous mettons à votre disposition, lorsque vous nous appelez ou vous rendez dans nos locaux.

Les données que vous nous fournissez peuvent par exemple concerner :

- Des informations relatives à votre identité, telles votre nom, vos prénoms, genre, date et lieu de naissances, les informations présentes sur vos justificatifs d'identité ou autres pièces administratives,
- Vos coordonnées telles que votre adresse postale, adresse de messagerie électronique, numéros de téléphone,
- Des informations que vous nous fournissez en remplissant des formulaires ou en communiquant avec nous, que ce soit par téléphone, en présentiel, par courrier électronique ou par tout autre moyen de communication en ligne ou en répondant à des questionnaires,

3. Comment utilisons-nous vos données ?

Nous n'utilisons vos DCP que si vous y avez consenti ou que cette utilisation repose sur l'un des fondements juridiques prévus par la loi :

- La protection de nos intérêts légitimes,
- L'exécution d'un contrat conclu ou d'un engagement au titre duquel vous êtes et/ou nous sommes engagés,
- Le respect d'une obligation légale ou réglementaire,
- La préservation de l'intérêt public.

Nous collectons et traitons des informations vous concernant pour diverses raisons et notamment :

- Dans le but de vous fournir des produits et services,
- Pour permettre d'exécuter nos engagements vis-à-vis de vous,
- Afin de gérer notre relation commerciale avec vous, si cette relation existe,
- Garder une trace de nos échanges avec vous,
- Assurer la défense de nos droits et le respect de nos obligations légales, notamment pour tout ce qui concerne les opérations de secours.

4. Traitements informatisés

Les DCP sont, pour tout ou partie, traitées au moyen d'outils informatiques dont la Protection Civile assure la maîtrise de bout en bout.

Les utilisateurs du système d'information qui peuvent être amenés à exploiter vos DCP sont soumis à une charte informatique qui rappelle :

- Les règles de protection des données,
- Les règles de sécurité auxquelles les utilisateurs doivent se conformer,
- Les modalités d'utilisation des moyens informatiques et de télécommunications mis à disposition,
- Les conditions d'administration du système d'information,
- Les responsabilités et sanctions encourues en cas de non-respect de la charte.

L'exportation des DCP vers des outils logiciels de traitement tiers est soumise à l'autorisation préalable de la Fédération Nationale de Protection Civile dans le cadre de l'établissement d'une relation contractuelle incluant la mise en œuvre de dispositions permettant de garantir la protection des DCP (sous-traitance du traitement).

En conséquence, sans l'autorisation expresse de la FNPC, le traitement automatisé des DCP par un logiciel tiers est interdit.

5. Respect de nos obligations légales et réglementaires

Nous utilisons vos DCP pour respecter nos obligations, nous conformer à toute loi ou règlement applicable et le cas échéant, les partager avec une autorité compétente dans le strict respect de la loi applicable.

Ces dispositions s'appliquent de facto à toute personne physique et morale disposant d'une autorisation de notre part dans le cadre de la sous-traitance d'un traitement.

6. Avec qui sommes-nous susceptibles de partager vos données ?

Nous sommes susceptibles de transférer et de divulguer tout ou partie des DCP qui vous concernent :

- Aux pouvoirs publics : autorités gouvernementales, judiciaires et administratives, services publics de secours, organismes agréés disposant d'une délégation de services publics,
- A nos représentations territoriales,
- A nos éventuels sous-traitants, mandataires ou prestataires de services qui travaillent pour nous.

7. Combien de temps conservons-nous vos données ?

Nous conservons vos données tant que vous utilisez nos services et/ou nos systèmes d'information.

Au-delà, nous sommes également susceptibles de les conserver pour nous conformer à la législation applicable, pour défendre nos intérêts ou faire valoir nos droits. Nous ne les conserverons pas plus longtemps que nécessaire et, lorsque nous n'en aurons plus besoin, nous les détruirons en toute sécurité conformément à notre politique interne ou nous les rendrons totalement anonymes.

Les durées de conservation sont précisées en annexe.

8. Vos droits

Vous disposez de droits sur les DCP vous concernant :

- Le droit d'obtenir des informations sur les données que nous détenons sur vous et les traitements mis en œuvre,
- Dans certaines circonstances, le droit de retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données personnelles,
- Dans certaines circonstances, le droit de recevoir des données sous forme électronique et/ou de nous demander de transmettre ces informations à un tiers lorsque cela est techniquement possible (veuillez noter que ce droit n'est applicable qu'aux données que vous nous avez fournies),
- Le droit de modifier ou corriger vos données,
- Le droit de nous demander la suppression de vos données dans certaines circonstances,
- Le droit de nous demander de restreindre ou de vous opposer au traitement de vos données (veuillez noter que nous sommes susceptibles de continuer à traiter vos données personnelles si nous avons une raison légitime de le faire ou en cas d'obstacle légal, et que cette opposition peut vous empêcher d'accéder à tout ou partie de notre système d'information).

Les DCP concernant la santé sont les données relatives à la santé physique ou mentale, passée, présente ou future, d'une personne physique qui révèlent des informations sur l'état de santé de cette personne. Le traitement et l'accès à ces DCP font l'objet de mesures particulières notamment décrites au Code de la Santé Publique (secret médical).

Vous pouvez exercer vos droits en nous contactant par écrit, à l'adresse figurant en annexe. Il pourra vous être demandé de justifier de votre identité par la production d'une pièce d'identité en cours de validité.

Vous trouverez de plus amples informations à propos de vos droits sur le site Internet de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Vous disposez également du droit de déposer une réclamation auprès de la CNIL.

Site internet : <https://www.cnil.fr>

Adresse postale : CNIL, 3 place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 Paris Cedex 07

9. Qu'attendons-nous de vous ?

Vous devez vous assurer que les informations que vous nous avez transmises sont exactes, pertinentes et à jour.

Vous devez également nous informer sans délai de tout changement significatif dans votre situation.

Si vous nous fournissez des informations sur un tiers, vous devez vous assurer qu'il en est d'accord et être en mesure de produire tout justificatif sur simple demande.

10. Comment assurons-nous la sécurité de vos données ?

Nous mettons en œuvre des mesures techniques et organisationnelles afin de protéger vos données, notamment le chiffrement de données, l'anonymisation et la mise en place de procédures de sécurité physique.

Nous imposons à notre personnel de respecter des normes strictes en matière de sécurité et de protection de l'information, y compris des obligations contractuelles aux termes desquelles ils s'engagent à protéger toutes les données et appliquer des mesures strictes en matière de transfert de données.

Chiffrement des données en transit :

- Tout le trafic HTTP depuis et vers alan.com et api.alan.com est chiffré (HTTPS / TLS).
- Lors de la première connexion d'un utilisateur, nous indiquons à son navigateur (via le mécanisme HSTS) que toutes les connexions ultérieures devront obligatoirement être chiffrées (HTTPS), y compris quand un lien vers alan.com commence par http:// au lieu de https:// .

Hébergement et base de données de santé :

- Pour l'hébergement et le traitement des données de santé, notre infrastructure concernée est certifiée HDS (Hébergement de données de santé). Pour remplir toutes les finalités pour lesquelles nous collectons vos données, nous pouvons être amenés à transférer certaines d'entre elles à des tiers, qui les hébergent au sein de datacenters situés dans l'Union Européenne et en dehors de celle-ci.
- Lorsque l'hébergement des données est effectué en dehors de l'Union Européenne, nous prenons le soin de nous assurer que celui-ci est soumis aux standards de protection européen (notamment, en insérant des clauses contractuelles types dans les contrats nous liant à ces tiers).

Audits de Sécurité :

- Afin de s'assurer que notre infrastructure soit la plus sécurisée que possible en tout temps, nous réalisons des audits de sécurité sur nos différents hébergement et base de données en interne mais également par des société expertes externes.

Annexe 1

A quelles fins utilisons-nous vos données ?

- **Fourniture de produits et services, traitement de vos demandes de prestations** : nous utilisons vos données afin de vous fournir les produits et services que vous nous demandez. Cela inclut toute conclusion, gestion et exécution de tous les contrats entre la Protection Civile et vous.
- **Suivi commercial et comptable** : nous utilisons vos données dans le cadre de notre relation commerciale si celle-ci existe (établissement de devis, facturation, règlement des litiges et contentieux, comptabilité).
- **Activités de secours à personne et d'assistance aux populations** : les DCP sont utilisées à des fins statistiques et au titre des obligations légales en matière de secours à personne (les documents liés à la prise en charge de victimes sont couverts par le secret médical).
- **Activités de formations** : vos données sont traitées dans le cadre des activités de formation à des fins statistiques et pour l'édition des attestations de formation ou des diplômes délivrés par la Protection Civile.
- **Gestion administrative et opérationnelle des membres** : nous utilisons vos données dans le cadre de la gestion associative des membres de la Protection Civile, quel que soit leur statut (bénévole, volontaire, réserviste, salarié, membre honoraire). Les données permettent en outre l'accès à tout ou partie de notre système d'information et l'édition de cartes de membre.
- **Protection de nos droits** : nous sommes susceptibles d'utiliser vos données afin de protéger nos droits notamment dans le cadre de la défense ou de la protection de droits et d'intérêts légaux, d'actions en justice, la gestion de réclamations ou de litiges.
- **Cookies** : lors d'utilisation d'applications en ligne, nous vous demanderons de consentir à l'utilisation de cookies, utilisés à des fins statistiques et pour permettre une meilleure navigation sur ces applications.

Annexe 2

Durées de conservation

Finalités des traitements	Fondements légaux de mise en œuvre	Durées de conservation maximales
Fourniture de produits et services, suivi commercial et comptable.	Intérêt légitime Obligation légale Exécution contractuelle	10 ans à compter de la fin de toute relation contractuelle, sauf obstacle légal.
Suivi commercial et comptable		
Activités de secours à personne et assistance aux populations	Intérêt légitime Obligation légale Intérêt public	30 ans pour les données liées à la prise en charge de victimes
Activités de formations	Intérêt légitime Obligation légale	5 ans à compter de la fin de toute relation contractuelle.
Gestion administrative et opérationnelle des membres		5 ans à compter de la fin de toute relation. 30 ans à la suite d'une opération de secours avec prise en charge de victime.
Protection de nos droits	Intérêt légitime	Durée liée à tout contentieux ou toute procédure administrative ou judiciaire.
Cookies	Intérêt légitime Consentement	12 mois à compter de la collecte.

Annexe 3

En savoir plus ou exercer vos droits

Si vous souhaitez en savoir plus sur les dispositions de cette charte ou contacter notre Délégué à la Protection des Données afin d'exercer vos droits, vous pouvez nous écrire ou envoyer un courriel aux coordonnées ci-dessous. Il vous sera répondu selon les délais prescrits par la législation en vigueur.

Fédération Nationale de Protection Civile
Délégué à la Protection des Données
Tour Essor – 14 rue Scandicci
93500 PANTIN

donnees.personnelles@protection-civile.org

Annexe 4

Modèle d'engagement de confidentialité

Pour usage interne

Je soussigné(e) _____, exerçant les fonctions de _____ au sein de la Protection Civile, étant à ce titre amené(e) à accéder à des données à caractère personnel (DCP), déclare reconnaître la confidentialité desdites données.

Je m'engage par conséquent, conformément aux articles 34 et 35 de la Loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles j'ai accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Je m'engage en particulier à :

- ne pas utiliser les données auxquelles je peux accéder à des fins autres que celles prévues par mes attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit impérieusement nécessaire à l'exécution de mes fonctions ;
- n'extraire aucune donnée pour les traiter par un logiciel autre que ceux mis à disposition par la Protection Civile,
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- m'assurer, dans la limite de mes attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de mes fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de mes fonctions, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation de mes fonctions, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de DCP.

J'ai été informé que toute violation du présent engagement m'expose à des sanctions disciplinaires et pénales conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des articles 226-16 à 226-24 du Code Pénal.

Fait à _____, le ___ / ___ / _____, en deux exemplaires originaux.

Prénom et Nom :

Signature :

Annexe 5

Engagement de confidentialité

Pour usage interne, consentement demandé lors de l'accès au système d'informations

En poursuivant l'utilisation du présent système d'informations, en qualité de membre de la Protection Civile, étant à ce titre amené(e) à accéder à des données à caractère personnel (DCP), déclare reconnaître la confidentialité desdites données.

Je m'engage par conséquent, conformément aux articles 34 et 35 de la Loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 32 à 35 du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, à prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes attributions afin de protéger la confidentialité des informations auxquelles j'ai accès, et en particulier d'empêcher qu'elles ne soient communiquées à des personnes non expressément autorisées à recevoir ces informations.

Je m'engage en particulier à :

- ne pas utiliser les données auxquelles je peux accéder à des fins autres que celles prévues par mes attributions ;
- ne divulguer ces données qu'aux personnes dûment autorisées, en raison de leurs fonctions, à en recevoir communication, qu'il s'agisse de personnes privées, publiques, physiques ou morales ;
- ne faire aucune copie de ces données sauf à ce que cela soit impérieusement nécessaire à l'exécution de mes fonctions ;
- n'extraire aucune donnée pour les traiter par un logiciel autre que ceux mis à disposition par la Protection Civile,
- prendre toutes les mesures conformes aux usages et à l'état de l'art dans le cadre de mes attributions afin d'éviter l'utilisation détournée ou frauduleuse de ces données ;
- prendre toutes précautions conformes aux usages et à l'état de l'art pour préserver la sécurité physique et logique de ces données ;
- m'assurer, dans la limite de mes attributions, que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer ces données ;
- en cas de cessation de mes fonctions, restituer intégralement les données, fichiers informatiques et tout support d'information relatif à ces données.

Cet engagement de confidentialité, en vigueur pendant toute la durée de mes fonctions, demeurera effectif, sans limitation de durée après la cessation de mes fonctions, quelle qu'en soit la cause, dès lors que cet engagement concerne l'utilisation et la communication de DCP.

J'ai été informé que toute violation du présent engagement m'expose à des sanctions disciplinaires et pénales conformément à la réglementation en vigueur, notamment au regard des articles 226-16 à 226-24 du Code Pénal.

J'accepte le présent engagement

Je n'accepte pas le présent engagement
(et ne peux, par conséquent, plus accéder au système d'information)